

LIBRARY
EXENTS
A 290

26 11 4 15 1
(1959)

Compte d'Établissement.

Questions générales.

Suppression de la classification par lignes
des dépenses d'Établissement.

MINISTÈRE
des TRAVAUX PUBLICS

Direction Générale
des Chemins de fer
et des Transports.

11240
=

PARIS, le 16 JUIN 1939

1er Bureau

Le Ministre

: Prière de rappeler le :
: N° du bureau et la :
: date de la lettre. :

à Monsieur le Président du Conseil d'Administration
de la Société Nationale des Chemins de fer.

Par lettre n° D.640/8 du 27 Janvier 1939, vous m'avez demandé de vouloir bien rapporter les dispositions des décrets de 1863-1868 sur les justifications financières prescrivant aux Réseaux de Chemins de fer la classification des dépenses de premier établissement par ligne.

Je reconnais que la création de la Société Nationale a été une partie de son intérêt à cette classification, d'autant plus que les dépenses de travaux complémentaires^{et} de renouvellement de matériel sont maintenant imputées, à concurrence de 200.000 frs., au compte d'exploitation en vertu de l'article 35 de la Convention. Par ailleurs, la totalisation par ligne de dépenses faites en francs de différente valeur ne donne qu'un chiffre dénué de toute signification

Dans ces conditions, j'autorise la Société Nationale à supprimer la classification par ligne des imputations du compte de 1er Etablissement. Toutefois, cette classification devra être arrêtée au 31 Décembre 1937, date de la prise en charge des anciens Réseaux par la S.N.C.F.

Pour le cas où les écritures n'auraient pas été mises à jour jusqu'à cette date, il y aurait lieu de les compléter et de conserver ces renseignements dans les archives de votre Société pour qu'ils puissent être consultés à tout moment.

J'ajoute que l'autorisation accordée par la présente lettre ne me paraît pas nécessiter une abrogation explicite des décrets de 1863-1868 dont certaines dispositions ont déjà été modifiées par les Conventions. Il sera préférable d'opérer une révision d'ensemble de ces décrets lorsque les diverses questions d'imputation des dépenses de la S.N.C.F. seront définitivement réglées.

LE MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS,
A. de MONZIE

Copie pour Monsieur le Directeur
des Services Financiers,
Le Directeur Général,
Signé : LE BESNERAIS.

Paris, le 26 Octobre 1939

Monsieur le Directeur de l'Exploitation
de la Région OUEST.

(Même lettre à MM. les Directeurs de l'Exploitation
des autres Régions).

Une série d'anciens décrets déterminait les formes suivant lesquelles les anciens réseaux devaient fournir à l'Administration supérieure les justifications financières de leurs frais d'établissement.

Ces décrets, en date du 2 Mai 1863 pour le Réseau de l'EST, du 6 Mai 1863 pour les Réseaux de l'OUEST, d'ORLEANS et du MIDI, du 6 Juin 1863 pour le Réseau de PARIS-LYON-MEDITERRANEE, du 6 Août 1863 pour le Réseau de Victor-Emmanuel, incorporé depuis au Réseau P.L.M., du 20 Septembre 1863 pour le Réseau P.L.M. Algérien et enfin du 12 Août 1868 pour le Réseau du NORD, prescrivent notamment aux dits Réseaux une classification par ligne de ces dépenses. Cette classification pouvait présenter un certain intérêt, notamment en cas d'échange de lignes entre Réseaux ou de rachat par l'Etat.

La création de la S.N.C.F. a été tout intérêt à cette mesure, d'autant plus que les dépenses de travaux complémentaires inférieures à 200.000 frs sont maintenant imputées au Compte d'Exploitation. La S.N.C.F. a donc demandé à M. le Ministre des Travaux Publics, par lettre du 27 Janvier 1939, de supprimer cette classification par ligne.

M. le Ministre des Travaux Publics a donné son accord par dépêche du 16 Juin 1939 en indiquant même un nouvel argument : "la totalisation par ligne de dépenses faites en francs de différentes valeurs ne donne qu'un chiffre dénué de toute "signification". Le Ministre autorise donc la Société Nationale à supprimer la classification par ligne, sous réserve toutefois que cette classification ne devra être supprimée qu'à partir du 31 décembre 1937 et que les écritures qui n'auraient pas été mises à jour jusqu'à cette date devraient être complétées en conséquence.

Le Ministre ajoute que cette autorisation ne lui paraît pas nécessiter une abrogation explicite des décrets de 1863-1868 dont certaines dispositions ont déjà été modifiées par

...

les conventions et qu'il sera préférable d'opérer une révision d'ensemble de ces décrets lorsque les diverses questions d'imputation des dépenses de la S.N.C.F. seront définitivement réglées.

La décision du Ministre a les conséquences suivantes :

La classification par ligne sera supprimée à partir du 1er Janvier 1938 dans toutes les écritures de la Comptabilité Générale et des Comptabilités Régionales, ainsi que dans toutes les justifications (annuelles ou non) fournies par un Service quelconque de la S.N.C.F. au Ministère des Travaux Publics. Il ne sera fait d'exception que pour les lignes nouvelles et pour les cas particuliers qui vous paraîtraient nécessaires et qu'il y aura lieu de soumettre à mon autorisation par l'intermédiaire du Service Central des Installations Fixes.

J'adresse copie de la présente lettre à MM. les Directeurs des Services Centraux.

Le Directeur Général,

Signé : LE BESNERAIS.

de la REUNION INTERSERVICES DES CHEFS DE COMPTABILITE

Mémento de la Séance du 29 avril 1955, tenue sous la
présidence de M. BERNARD, Directeur de la Comptabilité
Générale et des Finances

.....

QUESTION II - Comptabilité des déposes de voies et de matériel sur
lignes non déclassées

La Direction V a fait connaître aux Services V.B. que, par Dé-
cision Ministérielle du 22 mars dernier, la S.N.C.F. a été autori-
sée à déposer les voies et le matériel récupérables sur certaines
lignes ou sections de lignes dont le déclassement a été refusé par
l'Autorité militaire.

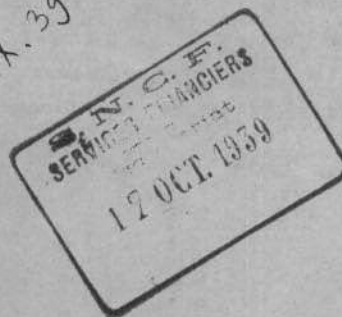
Il est précisé que ces déposes doivent être soumises, du point
de vue comptable, aux règles d'amortissement et de liquidation pré-
vues pour les "suppressions courantes".

Si une décision de déclassement devait intervenir ultérieure-
ment pour une ou plusieurs des lignes ou sections de lignes en cause,
il y aurait alors lieu de procéder, selon les règles comptables ap-
plicables aux "lignes déclassées", à l'amortissement de la fraction
de valeur primitive non précédemment amortie et, éventuellement, à
la liquidation des éléments d'actif rendus disponibles par la déci-
sion de déclassement.

QUESTION III - Amortissement des lignes déclassées

Les Services V.B. sont avisés que la Comptabilité Générale est
en mesure de leur fournir, pour chacune des lignes ou sections de
lignes déclassées, le montant des dépenses d'Etablissement (Etablis-
sement proprement dit et Travaux complémentaires) comptabilisés
avant 1938.

*Copie pour Monsieur Hadeline
(doivent être en communication seulement)
25. IX. 39*



25 SEPT 1939

F⁴ P.A. 11

Monsieur PERNOT
Chef adjoint du Service du Budget

Suite à la communication que vous m'avez faite, le 20 septembre, d'un projet de lettre aux Régions au sujet de la suppression de la tenue par ligne des dépenses d'établissement.

Je préférerais ne pas laisser aux Régions la possibilité de maintenir l'attachement, pour certaines lignes, des dépenses du Service V.B. et faire jouer, pour les exceptions à la règle, la formule prévue au 1°) de l'avant-dernier paragraphe de votre projet : autorisation demandée à M. le Directeur Général, par l'intermédiaire du Service Central V, c'est, en effet, dans les Comptabilités régionales que la comptabilisation par ligne entraîne le plus de sujétions. Le texte de l'avant-dernier paragraphe de votre lettre commencerait donc ainsi :

"La classification par ligne sera supprimée à partir du 1er janvier 1938 dans toutes les écritures de la Comptabilité Générale et des Comptabilités Régionales, ainsi que dans toutes les justifications.....".

Le paragraphe 2°) serait supprimé.

Je crois devoir vous rappeler, par ailleurs, que Service Technique de la Direction Générale s'est attaché à déterminer des "prix de revient" susceptibles de postuler la tenue de certains attachements, notamment pour les lignes de la Région Parisienne; il me paraît donc qu'il y aurait intérêt à lui soumettre votre proje

Le Directeur des Services Financiers

Signé : BROCHET

M. Brochu.

J'ai pas d'objection en ce qui en concerne
votre essence par si je préférerais ne pas laisser la
faculté aux bureaux régionaux de continuer à
devenir les détachements par l'après prend de la
préférence opportune (2° en fin) -

Pour être formait un signal à M. Perrot si il
conviendrait de faire aller son profit au Service C,
fin, comme vous le savez, s'adresser à des hommes
de fin de travail par l'après (notamment
Revoir par exemple) -

20 Septembre 1939



M. Mettas
En - A le mieux naité
d'expliquer les complaisances régionales,
dans "les écritures et publications"
nous au 1°)
D'accord sur B.
Sûreté de l'après une note
à M. Perrot

21/9/39

20 sept 39

20 sept 39

M^r Mettas

M^r Roche

Directeur des services F.

J'ai eu le plaisir de recevoir d'acquies-
cer le service V au sujet de la lettre du
Directeur des services F. en vue de
la mise en application de la dépêche
ministérielle du 16 juin 1939 autorisant
le SNCF à supprimer la classification
sur la ligne des imputations au compte
de 1^{er} B.

Avant d'en parler à M^r Poretey
j'aurais voulu au vu le projet
ci joint. J'en suis reconnaissant
de me le donner.

Cordialement

Servais

Trouville, le.....

Monsieur le Directeur de l'Exploitation
de la Région

Une série d'anciens décrets déterminaient les formes suivant lesquelles les anciens réseaux devaient fournir à l'Administration supérieure les justifications financières de leurs frais d'établissement.

Ces décrets, en date du 2 mai 1863 pour le Réseau de l'Est, du 6 mai 1863 pour les Réseaux de l'Ouest, d'Orléans et du Midi, du 6 juin 1863 pour le Réseau de Paris-Lyon-Méditerranée, du 6 août 1863 pour le Réseau de Victor-Emmanuel incorporé depuis au Réseau P.L.M., du 20 septembre 1863 pour le Réseau P.L.M. algérien et enfin du 12 août 1868 pour le Réseau du Nord, prescrivent notamment aux dits Réseaux une classification par ligne de ces dépenses. Cette classification pouvait présenter un certain intérêt, notamment en cas d'échange de lignes entre Réseaux ou de rachat par l'Etat.

La création de la S.N.C.F. a ôté tout intérêt à cette mesure, d'autant plus que les dépenses de travaux complémentaires inférieures à 200.000 frs sont maintenant imputées au compte d'Exploitation. La S.N.C.F. a donc demandé à M. le Ministre des Travaux Publics, par lettre du 27 Janvier 1939, de supprimer cette classification par ligne.

M. le Ministre des Travaux Publics a donné son accord par dépêche du 16 juin 1939 en indiquant même un nouvel argument : «la totalisation par ligne de dépenses faites en francs de différentes valeurs ne donne qu'un chiffre dénué de toute signification». Le Ministre autorise donc la Société Nationale à supprimer la classification par ligne, sous réserve toutefois que cette classification ne devra être supprimée qu'à partir du 31 décembre 1937 et que les écritures qui n'auraient pas été mises à jour jusqu'à cette date devraient être complétées en conséquence.

Le Ministre ajoute que cette autorisation ne lui paraît pas nécessiter une abrogation explicite des décrets de 1863-1868 dont certaines dispositions ont déjà été modifiées par les conventions et qu'il sera préférable d'opérer une révision d'ensemble de ces décrets lorsque les diverses questions d'imputation des dépenses de la S.N.C.F. seront définitivement réglées.

....

La décision du Ministre a les conséquences suivantes :

1°) La classification par ligne sera supprimée à partir du 1er Janvier 1938 dans toutes les écritures de la comptabilité générale et dans toutes les justifications (annuelles ou non) fournies par un service quelconque de la S.N.C.F. au Ministère des Travaux Publics. Il ne sera fait d'exception que pour les lignes nouvelles et pour les cas particuliers qui vous paraîtraient nécessaires et qu'il y aura lieu de soumettre à mon autorisation par l'intermédiaire du Service Central des Installations Fixes.

2°) La même suppression sera faite dans les comptabilités des Services régionaux de Voie et dans les pièces comptables, à moins que vous ne jugiez utile au point de vue technique de maintenir le classement ou la ~~xxxxxx~~ désignation de la ligne intéressée.

J'adresse copie de la présente lettre à MM. les Directeurs des Services Centraux.

Le Directeur Général,

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

SERVICES FINANCIERS

DIVISION CENTRALE
DE LA COMPTABILITÉ GÉNÉRALE

17, Rue de Londres, 17

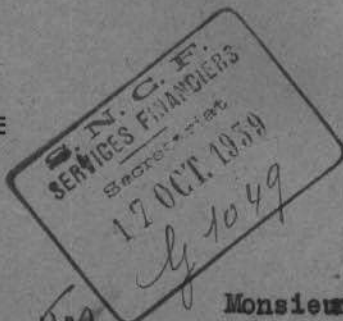
Tél. : Trinité 73-00
R. C. Seine N° 276.448 B

F2 CGL

N°

518

A rappeler en cas de réponse



Lisieux

Paris, le 16 octobre 1939.

Monsieur le Chef de la Division Centrale
de la Comptabilité Générale,

Par lettre du 16 Juin Monsieur le Ministre des Travaux Publics a autorisé la suppression de la classification par ligne des dépenses d'Etablissement.

Au point de vue Comptabilité Générale et sous réserve qu'il ne sera pas demandé de renseignements de cette nature, cette décision ne présente pas d'inconvénient et n'entraîne aucune modification.

Toutefois pour les lignes en construction et en exploitation partielle ainsi que pour celles de la région parisienne il y aurait peut être intérêt à maintenir, dans les services, la décomposition des imputations.

Il semble, de plus, qu'il y aurait lieu de regrouper dans notre service les éléments de la classification arrêtée au 31 Décembre 1937 conformément aux termes de la lettre ministérielle.

Par ailleurs le service de la Voie Sud-Est dans sa lettre ci-jointe propose également la suppression de la classification analogue des dépenses d'exploitation que tenait cette région.

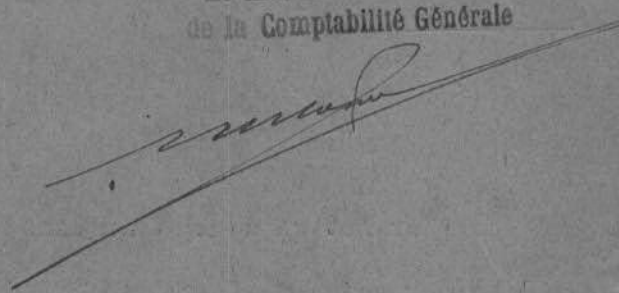
Le maintien de cette méthode se justifie d'autant moins qu'elle n'est pas commune à toutes les régions et que les prescriptions du 3e alinéa du paragraphe B de l'article 41, de la Convention du 31 Août 1937, du point de vue comptable, sont devenues inopérantes par suite de la décision relative aux dépenses d'Etablis

.....

sement.

Si vous estimez que satisfaction doit être donnée, nous pourrions écrire au Directeur de la Région pour que cette mesure soit étendue à l'ensemble des services (lettre ci-jointe).

Le Chef des Subdivisions
de la Comptabilité Générale



Monsieur

16 OCT. 1939

octobre

39.

P2 CGL

518

Monsieur le Chef de la Division Centrale
de la Comptabilité Générale.

Par lettre du 16 Juin Monsieur le Ministre des Travaux Publics a autorisé la suppression de la classification par ligne des dépenses d'Etablissement.

Au point de vue Comptabilité Générale et sous réserve qu'il ne sera pas demandé de renseignements de cette nature, cette décision ne présente pas d'inconvénient et n'entraîne aucune modification.

Toutefois pour les lignes en construction et en exploitation partielle ainsi que pour celles de la région parisienne il y aurait peut être intérêt à maintenir, dans les services la décomposition des imputations.

Il semble, de plus, qu'il y aurait lieu de regrouper dans notre service les éléments de la classification arrêtée au 31 Décembre 1937 conformément aux termes de la lettre ministérielle.

Par ailleurs le service de la Voie Sud-Est dans sa lettre ci-jointe propose également la suppression de la classification analogue des dépenses d'exploitation que tenait cette région.

Le maintien de cette méthode se justifie d'autant moins qu'elle n'est pas commune à toutes les régions et que les prescriptions du 3e alinéa du paragraphe B de l'article 41 de la Convention du 31 Août 1937 du point de vue comptable, sont devenues inopérante par suite de la décision relative aux dépenses d'Etabli

.....

sement.

Si vous estimez que satisfaction doit être donnée, nous pourrions écrire au Directeur de la Région pour que cette mesure soit étendue à l'ensemble des services. (lettre ci-jointe).

Signé: ALADENISE